

Extrait du Spyworld Actu

<http://www.spyworld-actu.com/spip.php?article11211>

Enlèvement d'agents français à Mogadiscio : les tractations se poursuivent

- Renseignement - France -



Date de mise en ligne : jeudi 16 juillet 2009

Spyworld Actu

Les tractations se poursuivaient jeudi à Mogadiscio pour obtenir la libération des deux agents des services de renseignement français détenus par des insurgés islamistes somaliens. Evènement

Les deux Français enlevés mardi par des hommes armés en Somalie sont détenus par des insurgés islamistes.

Un haut responsable des services de sécurité somaliens a déclaré à l'AFP sous couvert d'anonymat que "les deux otages ont maintenant changé de mains, ils sont détenus par des insurgés islamistes à Mogadiscio". Plusieurs sources proches du renseignement somalien contactées par l'AFP ont confirmé l'information.

"Des discussions avec le gouvernement pour obtenir leur libération sont toujours en cours", a ajouté le haut responsable, sans préciser si les Français étaient otages des islamistes extrémistes des shebab ou de la milice Hezb al-Islamiya du radical cheikh Hassan Dahir Aweys.

Les deux groupes ont lancé début mai une offensive sans précédent contre le gouvernement du président islamiste modéré Sharif Sheikh Ahmed, soutenu par la communauté internationale, et ont juré de le renverser. Cheikh Aweys est un ex-allié du président Ahmed.

Plus tôt, le ministre somalien de la Défense, Mohamed Abdi Gandhi, avait affirmé que l'enlèvement des deux agents "n'était pas un acte politique", estimant qu'il avait plutôt un caractère crapuleux, dans un entretien à Radio France Internationale.

Le ministre a souligné que des "contacts directs et indirects" existaient avec les ravisseurs.

Les deux Français sont "conseillers en mission officielle d'assistance auprès du gouvernement somalien", selon le ministère français des Affaires étrangères qui n'a pas révélé leurs identités, ni leur qualité de civil ou de militaire.

Mercredi, le porte-parole adjoint du Quai d'Orsay, Frédéric Desagneaux, s'est refusé à préciser s'ils étaient membres de la DGSE (Direction générale de la sécurité extérieure) ou relevaient de la base militaire permanente française à Djibouti, où la France dispose de 2.900 hommes.

La France s'est engagée au printemps à former à Djibouti un bataillon de l'armée somalienne, soit 500 hommes.

Cette formation devait débuter en septembre, mais avec la dégradation de la situation à Mogadiscio, les préparatifs ont été accélérés et elle devait débuter en août à Djibouti.

Les deux hommes ont été enlevés mardi matin dans l'hôtel Sahafi, dans le sud de Mogadiscio, par une dizaine de miliciens qui ont désarmé les gardes de sécurité de l'hôtel où ils s'étaient enregistrés comme journalistes, selon un policier somalien et la direction de l'hôtel.

Plusieurs organisations de journalistes, dont la Fédération internationale des journalistes et Reporters sans frontières, ont dénoncé ce dernier fait, jugeant que les deux hommes mettaient en danger les journalistes dans les zones de conflit.

En réponse à ces critiques, M. Desagneaux a affirmé que les deux hommes n'avaient pas le statut de journaliste.

Enlèvement d'agents français à Mogadiscio : les tractations se poursuivent

"Étant en mission officielle, leur statut était également officiel et n'était pas celui de journalistes", a-t-il indiqué.

"Nous n'avons aucun élément authentifiant l'indication initiale faite localement selon laquelle ils se seraient prévalus d'un autre statut que le leur", a-t-il affirmé.

La Somalie, en guerre civile depuis 1991, est un des pays les plus dangereux au monde pour la presse. Des étrangers y sont régulièrement enlevés et libérés contre rançon. Journalistes et humanitaires sont particulièrement visés.

Post-scriptum :

<http://www.la-croix.com/afp.static/...>